

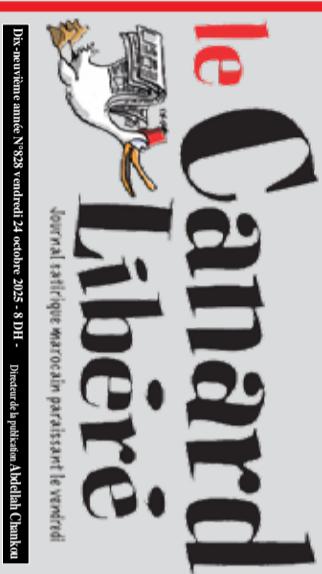
Les champions du monde U20 reçus par S.A.R le prince héritier Moulay El Hassan

SOUS LES ORS DU PALAIS, LA FIERTÉ D'UNE NATION

P6



Numéro Double



Disponibile en ligne sur www.lecanardlibere.com vendredi 24 octobre 2025 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellatif Chakroun



Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour.

OMPIC

Pour un nom, c'est non !

P10

LA POLICE SOUS PRESSION

P8



Abdellatif Hammouchi, patron de la DGSN.



Alpinisme

Hind Zemmama s'offre la Pyramide de Carstensz

P7

Les 7 sommets : Et de 5 pour Zemmama



Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Saad Berrada.

Écoles pionnières

Des ombres au tableau

P3

Confus **DE CANARD**
L'Algérie dos au mur

P2

L'entretien -à peine- fictif de la semaine
Driss Lachgar

Après 2050, je passerai peut-être la main »

P14



PLF 2026 : LA BONBONNE DE GAZ GRIMPERA À 70 DH

J'AI LA COTE MAIS JE SENS QUE ÇA VA PÉTER...



Boudali



Confus de CANARD



Abdellah Chankou
Directeur de la publication



L'Algérie dos au mur

Le Conseil de sécurité s'apprête à adopter une résolution historique portée par les États-Unis. Et pour cause... Ce texte acte définitivement le plan d'autonomie pour le Sahara marocain comme seule solution à ce conflit factice vieux de 50 ans. Un tournant diplomatique majeur qui coïncide avec le cinquantenaire de la Marche Verte le 6 novembre. La symbolique est forte.

La neutralité bienveillante de la Russie, illustrée par des absences répétées au Conseil de sécurité depuis 2016 et confirmée par la dernière visite de Nasser Bourita à Moscou, est un facteur décisif pour éviter un veto.

Ce tournant décisif est l'aboutissement d'une dynamique plus large de reconnaissances internationales croissantes du plan marocain et de la souveraineté du Maroc sur son Sahara.

Ce qui se joue actuellement à l'ONU dépasse la simple adoption d'une résolution. Il s'agit d'une reconfiguration stratégique du dossier. Un basculement géopolitique de haute importance que la diplomatie marocaine a dessiné par petites touches, patiemment et méthodiquement, pour inscrire la marocanité du Sahara dans le marbre de la légalité internationale.

Cette évolution représente un changement sémantique et politique sans précédent par rapport aux résolutions antérieures, qui mentionnent plusieurs options sans en privilégier aucune, laissant aux adversaires de l'intégrité territoriale du Royaume une certaine liberté pour alimenter le statu quo.

Les puissances ont justement sonné la fin du statu quo qui a longtemps prévalu. Le calendrier est aujourd'hui très serré (négociations d'ici fin 2025 et échéance en janvier 2026) et la nature contraignante du projet de résolution induit une pression diplomatique inédite sur l'Algérie, géniteur et parrain du Polisario : une vérité longtemps escamotée par la propagande algérienne et que la communauté internationale, grâce au travail diplomatique continu du Maroc, a fini par appréhender dans toutes ses dimensions. Tout le monde est convaincu désormais que le protagoniste principal de cette fumisterie régionale est l'Algérie et non le Polisario qui a été instrumentalisé pendant un demi-siècle comme pantin pour nuire aux intérêts du Maroc.

En somme, l'heure de vérité a sonné pour la junte militaire algérienne qui joue son avenir dans cette affaire. Finies les manœuvres dilatoires et autres mensonges sur le soutien « du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ». L'appel direct de l'envoyé de l'ONU, Staffan de Mistura, pour qu'elle "encourage le Polisario à privilégier la voie politique" isole un peu plus le pays du Maghreb en panne. Son refus de participer aux négo-

ciations la placerait en porte-à-faux vis-à-vis de la communauté internationale. Ce qui pourrait être perçu comme un facteur de blocage non seulement pour la résolution du pseudo conflit du Sahara, mais aussi pour l'intégration maghrébine, au moment où les défis sécuritaires et économiques dans la région exigent une véritable coopération. Ce statu quo contreproductif, alimenté par le maintien de la tension permanente avec le Maroc (rupture des relations diplomatiques, fermeture des frontières) se traduit par un manque à gagner colossal pour les pays de la région, voire de tout le continent. C'est dire que les responsables algériens tiennent là une opportunité inespérée pour répondre à la main tendue du Roi Mohammed VI à de multiples occasions. Une invitation à « nos frères en Algérie, pour oeuvrer de concert et sans conditions à l'établissement de relations bilatérales fondées sur la confiance, le dialogue et le bon voisinage ». La bienveillance royale, exprimée sans détours dans plusieurs de ses discours, prend toute son importance, à la lumière de la prochaine résolution du Conseil de sécurité qui consacre le principe de ni vainqueur ni vaincu. Elle met plutôt l'Algérie face à ses responsabilités, voire à son destin. Le pays est confronté à des difficultés économiques structurelles et un verrouillage autoritaire du pouvoir à cause de la mainmise de l'armée.

A cela il convient d'ajouter l'effacement systémique de la position internationale de l'Algérie qui s'est brouillée avec ses alliés traditionnels, notamment la France, ses voisins du Sahel et une bonne partie du monde arabe. Ce régime anachronique ne peut se réinventer qu'en revenant à de meilleurs sentiments envers le Maroc. Le choix est désormais clair pour les maîtres

Ce régime anachronique ne peut se réinventer qu'en revenant à de meilleurs sentiments envers le Maroc.

d'Alger : Poursuivre leur jeu hostile et suicidaire basé sur le soutien à un séparatisme mort diplomatiquement, au risque d'aggraver la situation du pays. Ou saisir l'opportunité d'une réconciliation qui permettrait de faire renaître l'Union du Maghreb Arabe (UMA), et donner naissance à un pôle de stabilité et de croissance face aux défis communs (sécurité au Sahel, souveraineté énergétique, migration). Et last but not least, réorienter les dépenses militaires qui ont atteint des niveaux records de part et d'autre vers des investissements productifs.

Le bon sens voudrait que le géniteur du Polisario entende la voix de la raison en acceptant de faciliter la mise en œuvre du plan d'autonomie sous souveraineté marocaine. Ce scénario, s'il se concrétisait, serait un game-changer géopolitique pour toute l'Afrique du Nord.

La prochaine résolution du Conseil de sécurité offre à l'Algérie une chance inestimable pour chausser pour une fois les lunettes de l'avenir et sortir de son anachronisme destructeur. ▶



Côté BASSE-COUR



ÉCOLES PIONNIÈRES : UNE ÉCOLE PUBLIQUE À DEUX VITESSES ?



Sahara marocain

Enfin un consulat US à Dakhla !



Massad Boulos, Conseiller spécial du président américain Donald Trump pour l'Afrique

annoncé que les États-Unis prévoient d'ouvrir prochainement un consulat à Dakhla, dans les provinces du Sud, marquant ainsi une étape concrète dans la mise en œuvre de cette reconnaissance. Massad Boulos a également souligné qu'après cinquante ans de statu quo, « le temps est venu de parvenir à une solution définitive et permanente », saluant au passage le caractère « historique » du discours du Roi Mohammed VI à l'occasion de la Fête du Trône. Il y a vu l'expression d'un « attachement inébranlable » du Maroc à la paix et au dialogue, notamment en direction de l'Algérie. À l'approche de l'examen de la question du Sahara par le Conseil de sécurité des Nations unies, prévu à la fin du mois, M. Boulos a affirmé que les États-Unis travaillent avec plusieurs partenaires européens pour favoriser une issue consensuelle dans le cadre onusien. « Nous sommes, plus que jamais, très optimistes quant à l'aboutissement d'une solution définitive », a conclu le conseiller américain. ▶

Massad Boulos, Conseiller spécial du président américain Donald Trump pour l'Afrique, a réaffirmé, dans une interview accordée à la chaîne Acharq, le soutien constant des États-Unis à la souveraineté du Maroc sur son Sahara ainsi qu'au Plan d'autonomie, qualifié de « seule base réaliste pour une solution juste et durable » au différend régional. Le responsable américain a rappelé que la reconnaissance par Washington de la souveraineté marocaine sur ses territoires du sud, demeure claire et inchangée. Il a, dans ce contexte, et



Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Saad Berrada.

quelles entreprises ou associations ont été mandatées pour former les enseignants, et pourquoi certaines régions semblent mieux loties que d'autres. Ce qu'ils contestent, ce n'est pas la piste de réforme qui a enfanté les écoles pionnières, mais de voir l'école publique se fragmenter entre établissements « modèles » et écoles « laissées pour compte ». Dans l'entourage du ministre Mohamed Saad Berrada, on balaie ces griefs d'un revers de la main, en dénonçant un procès d'intention et une politisation du dossier. Le ministère assume sa ligne réformatrice. Il rappelle qu'il ne s'agit pas de créer une élite au sein du public, mais de poser les bases d'une méthode qui sera progressivement généralisée à toutes les écoles du Royaume. Des établissements-pilote en quelque sorte... Pour le département de l'Éducation nationale, refuser l'expérimentation reviendrait à accepter l'échec généralisé, celui de milliers d'élèves sortant du primaire sans savoir lire un texte ni écrire une phrase correcte. Ce débat dépasse les salles de classe. Il interroge la vision même de l'école marocaine : doit-elle viser l'excellence, quitter à créer des écarts temporaires, ou préserver l'égalité, quitter à freiner l'amélioration ? C'est cette question qui nourrit la controverse — entre urgence d'agir et peur d'exclure, entre volonté de réforme et méfiance envers le département de tutelle. Une chose est sûre : à travers le succès comme à travers la contestation, les écoles pionnières obligent le Maroc à se poser la seule question qui compte vraiment : quelle école voulons-nous pour nos enfants — et à quel prix ? ▶

Coupe du monde U20 Que faisait Bourita au stade de Santiago ?

Lors de la finale U20 entre le Maroc et l'Argentine lundi 20 octobre à Santiago, la présence dans la tribune d'honneur du ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita aux côtés du président de la FRMF Fouzi Lekjaa et le président de la Fifa Gianni Infantino a intrigué le public marocain. Mais que faisait au stade de Santiago le chef de la diplomatie marocaine ? s'est interrogé à raison plus d'un. La question ne se serait pas posée si c'était un autre ministre, celui de la Jeunesse ou son collègue des sports, qui était présent. Mohamed Bensaid ou Saad Berrada sont en effet les mieux indiqués, de par leur fonction, à assister à cette finale. Or, la présence de Nasser Bourita ne doit rien au hasard, il a



M. Bourita avec des supporters marocains au Chili.

été déplacé par le souverain pour assister à la rencontre eu égard à son statut de ministre sans étiquette partisane qu'il partage du reste avec M. Lekjaa. Ce qui n'est pas le cas des deux autres membres du gouvernement et à une année des élections législatives, le choix royal prend toute sa pertinence : éviter que les partis respectifs des deux ministres n'en tirent un quelconque bénéfice politique. Le football n'a de couleur que celle du drapeau national et de ce fait appartient à tous les Marocains. Bien vu et droit au but ! Après le sifflet final de l'arbitre, le bonheur côté marocain était tel que notre diplomate en chef n'a pas résisté à l'envie de quitter sa tribune VIP pour l'estraude des médailles installé sur le terrain aux côtés du staff de la FIFA et de la CAF. Une séquence historique où Nasser Bourita a immortalisé sa photo... ▶



Côté BASSE-COUR



**Beурgeois
GENTLEMAN**

Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

Les croisades cathodiques de Bolloré sont très efficaces à tel point que sa télé CNews est devenu la première chaîne d'info continue en France. Le Breton a regroupé au sein des mêmes locaux les mêmes journalistes officiant aussi bien à sa radio Europe 1, qu'à ses télés CNews et CStar et dans ses journaux JDD News, etc. Bolloré a mis en place une mécanique bien huilée. Ses salariés reçoivent tôt le matin les « dominantes » à rabâcher toute la journée ! Dès 9 heures c'est le Saint prêcheur cathodique Sidi PP (Pascal Praud) qui lance son édito ! L'ancien « petit » reporter, jadis cantonné par Télé Bouygues TF1, au bord des stades de foot pour récupérer les premières impressions transpirantes des footballeurs, pour la célèbre émission Téléfoot, est devenu la star de Bolloré en lui vendant son âme pour un salaire estimé par certains médias à 15 millions de MAD par an ! Sidi PP donne le « la » qui sera martelé sans relâche toute la sainte journée sur toutes les églises Bolloré. Le moine Sidi Morandini prend le relai de Sidi PP et enchaîne à 10h30 sur l'antenne sur CNews malgré sa condamnation en appel pour harcèlement sexuel le 27 janvier 2025. Derrière son ordinateur, Morandini, alors animateur sur la radio Europe 1 et NRJ 12, se faisait passer pour une directrice de casting, alias Catherine Leclerc, pour contacter de jeunes comédiens âgés de 19 à 26 ans. Entre juin et septembre 2015, Morandini les encourageait à s'exhiber nus pour les castings d'une web-série intitulée Les Faucons, dont il était le producteur. Poursuivi pour harcèlement sexuel et travail dissimulé, Morandini a été condamné à 18 mois de prison avec sursis et à une obligation de soins. Le très Saint cathodique Bolloré a déclaré que Morandini s'en irait en cas de « condamnation définitive ». En attendant, le Croisé cathodique continue à engranger les avocats de la Bollosphère et déverser son fiel. Ensuite c'est la Tunisienne Sonia Mabrouk qui rebondit et enfonce le clou dans son émission « Midi News ». Fabrice Pliskin range Mabrouk « parmi les plus implacablement conservateurs » des présentateurs de Télé Bolloré. Le

Monde la décrit comme une représentante de la droite radicale. Elle, elle se définit comme « musulmane laïcard ». Selon certains médias, elle serait moins bien payée que Laurence Ferrari qui reprend le flambeau de Sonia Mabrouk à 17 heures dans son émission « Punchline ». Pas fou le Bolloré, il ne va payer une Dacia au prix d'une Ferrari... Il faut bien un peu de diversité dans Télé Bolloré, même si son OZZ 117 - Olivier Zitoun Zemmour - vient d'être condamné une énième fois, le 26 mars 2025, pour racisme. Après la Ferrari, c'est l'antillaise Christine Kelly qui récupère le relai à 19 heures. Sidi PP resurgit vers 21 heures pour finir la journée avec son « Heure des Pros 2 » entouré par de vieux retraités et autres affamés qui viennent bavarder pour arrondir leur maigre retraite tout en vendant leur âme au diable. Le retraité, le chômeur et le désœuvré qui a bouffé de la haine contre l'air du temps toute la semaine, tous les jours, de 9h à 23h, n'en a pas fini avec le matraquage de la Bollosphère ! Le week-end, ce mesquine va aussi acheter le Journal du Dimanche (JDD News), la voiture balai de la semaine, pour continuer à entretenir sa haine contre l'air du temps.

Bolloré, ici en Afrique avec le Sarra9 Zyte libyen, mène une croisade cathodique avec une stratégie à l'ADN colonial et réactionnaire. Avant de finir à la prison de la Santé, le 21 octobre 2025 prochain, Paul Bismuth s'était permis de dire dans un amphithéâtre rempli d'universitaires à Dakar, le 26/07/2007, que « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire ». Il a juste oublié que, quand

les Almoravides et les Almohades régnent sur la moitié sud de la péninsule ibérique, l'Andalousie était, selon les historiens, l'équivalent de la « Silicon Valley de San Francisco » de nos jours ! Sans oublier ce qu'a apporté l'Egypte et ses Pharaons à l'humanité, dont l'invention de l'écriture... ▶ (À suivre)



Nicolas Sarkozy avec Vincent Bolloré.

Beурgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Pollution plastique BeMed finance des projets au Maroc



Faire descendre la lutte contre la pollution plastique dans les écoles, les marchés, les plages, les villages côtiers, les municipalités.

Le Maroc produit chaque année plus de 570 000 tonnes de déchets plastiques, dont une partie échappe encore au recyclage. Sur le littoral, ce constat prend des proportions alarmantes : plus de 6,3 kilos de plastique mal géré se déversent chaque jour dans la Méditerranée depuis chaque kilomètre de côte marocaine. Face à ce défi environnemental, l'organisation Beyond Plastic Med (BeMed), basée à Monaco, a lancé son 10^e Appel à Micro-Initiatives (AMI), offrant un soutien financier aux projets locaux visant à réduire la pollution plastique au Maroc et dans tout le bassin méditerranéen.

Cet appel à projets s'adresse aux associations, ONG, chercheurs, collectivités locales, petites entreprises ou coopératives. L'idée consiste à financer des actions locales, simples et reproductibles qui peuvent faire la différence sur le terrain. Cela peut aller de la réduction de l'usage du plastique à la source, au tri communautaire, à la sensibilisation dans les écoles, jusqu'à la collecte de données scientifiques ou l'accompagnement des communes. Plus de 120 projets ont déjà été soutenus dans la région méditerranéenne lors des précédentes éditions, dont plusieurs au Maroc, portés par des acteurs comme Agrotech ou

l'Association marocaine pour les sciences régionales. Le Maroc a adopté un dispositif ambitieux en matière de protection de l'environnement : loi « Zéro Mika » interdisant les sacs plastiques, éco-taxe, stratégie nationale de réduction et de valorisation des déchets, réforme de la loi 28-00... Mais dans les faits, des défis persistent : les sacs plastiques circulent toujours, 90 % du recyclage repose sur les récupérateurs informels, et l'économie circulaire reste encore peu maîtrisée par la population, bien que 94 % des citoyens se disent prêts

à trier leurs déchets plastiques. En lançant ce 10^e appel, BeMed ne propose pas seulement des financements. Elle invite à passer à l'action. À faire descendre la lutte contre la pollution plastique dans les écoles, les marchés, les plages, les villages côtiers, les municipalités. À transformer les idées en projets concrets, visibles, et capables d'être dupliqués ailleurs. Car si le Maroc a posé le cadre juridique, c'est désormais sur le terrain, au plus près des citoyens, que se joue la bataille du plastique. ▶

Qu'est-ce qu'une micro-initiative ?

Une micro-initiative est un projet local visant à réduire la pollution plastique dans une zone méditerranéenne, soutenu par une micro-subvention. Elle contribue à réduire la production et l'utilisation du plastique à la source, sensibiliser la population, améliorer la gestion des déchets, collecter des données scientifiques ou encore appuyer la mise en place de nouvelles réglementations. Ancrées dans leur territoire, ces actions sont conçues pour être réplicables et inspirer d'autres acteurs à travers le bassin méditerranéen.

Qui peut candidater ?

L'appel s'adresse aux ONG, associations, institutions scientifiques, petites et moyennes entreprises, municipalités et collectivités territoriales mobilisées sur le terrain pour réduire la présence de plastique en Méditerranée.

Modalités en bref

- Date limite des candidatures : 5 janvier 2026
- Soutien financier : jusqu'à 15 000 €
- Durée : 12 à 24 mois ▶



Côté **BASSE-COUR**



PLF 2026

Priorité aux défis sociaux...

Lors du Conseil des ministres au Palais royal de Rabat préside, dimanche 19 octobre 2025, SM le roi Mohammed VI a entériné les principales orientations du projet de loi de finances 2026. Un budget, le dernier du gouvernement actuel, qui se veut à la fois outil de consolidation économique, de renforcement de l'État social et de modernisation politique, dans un contexte mondial instable, marqué par les tensions géopolitiques et les incertitudes économiques.

Dans son exposé, la ministre de l'Économie et des Finances a indiqué que la croissance devrait atteindre 4,8 % en 2025, portée par la demande intérieure, la vitalité des secteurs non agricoles et le regain industriel. Avec une inflation stabilisée à 1,1 % et un déficit public contenu à 3,5 % du PIB, le Maroc se donne la possibilité d'investir davantage, sans mettre en péril les équilibres macroéconomiques. Au cœur de ce projet budgétaire, la volonté de positionner le Royaume comme une économie émergente affirmée. L'investissement privé, la mise en œuvre de la Charte de l'investissement, le climat des affaires, l'hydrogène vert et l'appui renforcé aux très petites, petites et moyennes entreprises constituent les piliers de cette stratégie. Ces dernières bénéficieront d'un soutien financier et technique destiné à créer des emplois et à réduire les disparités territoriales.

Une transformation par les territoires

Le gouvernement projette de lancer en 2026 une « nouvelle génération de programmes de développement territorial intégré ». Objectif : faire de la région l'espace central de l'action publique, au-delà des approches centralisées. Priorités assumées : insertion des jeunes, rénovation du système éducatif, renforcement de l'offre de soins et réduction des fractures entre les régions prospères et les zones marginalisées — montagnes, oasis, campagnes enclavées. L'effort financier est conséquent: 140 milliards de dirhams seront consacrés à l'éducation et à la santé, accompagnés de la création de plus de 27 000 postes. Ce budget se traduira par l'ouverture de nouveaux CHU (Agadir, Laâyoune), l'achèvement du CHU Ibn Sina de Rabat, la rénovation de 90 hôpitaux et une accélération de la généralisation du préscolaire.



Le souverain trace un nouveau cap.

Un État social qui se structure

Le Conseil confirme la poursuite d'un chantier majeur engagé depuis 2021: la généralisation de la protection sociale. Le projet de loi de finances 2026 maintient l'aide directe à 4 millions de ménages, revalorise les allocations familiales (50 à 100 dirhams par enfant) et étend les dispositifs aux orphelins et enfants abandonnés. Le système de retraite sera progressivement ouvert aux non-salariés, tandis que l'indemnité pour perte d'emploi sera généralisée. Le programme d'aide directe à l'acquisition du logement, lancé en 2024, sera prolongé.

Réformer l'État et la vie politique

Au-delà des questions économiques et sociales, le Conseil valide plusieurs réformes institutionnelles. La nouvelle loi organique relative à la Chambre des représentants vise à moraliser la vie publique : exclusion des candidats condamnés, sanctions renforcées contre la fraude électorale, incitations financières pour les candidats de moins de 35 ans et circonscriptions régionales réservées aux femmes. Une réforme des par-

tis politiques est également engagée: amélioration de la gouvernance interne, transparence financière, encadrement des ressources et plus grande ouverture sur les jeunes et les femmes. En parallèle, en 2026 verra le jour la réforme de la loi organique des finances, avec l'objectif d'une gestion publique plus lisible, axée sur

Et en vertu des dispositions de l'article 49 de la Constitution et sur proposition du chef du gouvernement, et à l'initiative du ministre de l'Intérieur, le souverain a nommé plusieurs walis et gouverneurs à l'administration territoriale :

Khatib El Hebil, Wali de la région Marrakech-Safi, gouverneur de la préfecture de Marrakech.

Khalid Ait Taleb, Wali de la région Fès-Meknès, gouverneur de la préfecture de Fès. Mhamed Atfaoui, Wali de la région de l'Oriental, gouverneur de la préfecture Oujda An-gad.

Fouad Hajji, gouverneur de la province d'Al Hoceima.

Hassan Zitouni, gouverneur de la province d'Azilal.

Sidi Saleh Daha, gouverneur de la province d'El Jadida.

Abdelkhaled Marzouki, gouverneur de la préfecture des arrondissements de Casablanca-Anfa.

Mohamed Alami Ouaddan, gouverneur de la province de Zagora.

Mustapha El Maaza, gouverneur de la province d'Al Haouz.

Rachid Benchikhi, gouverneur de la province de Taza.

Mohamed Zhar, gouverneur de la préfecture d'Inezgane-Aït Melloul.

Mohamed Khalfaoui, gouverneur de la province de Fahs-Anjra.

Zakaria Hachlaf, gouverneur de la province de Chefchaouen.

Abdelaziz Zerouali, gouverneur de la province de Sidi Kacem.

Abdelkrim Ghannami, gouverneur de la province de Taounate.

Et sur proposition du chef du gouvernement, et à l'initiative de la ministre de l'Économie et des Finances, le souverain a nommé Tarik Senhaji, au président de l'Autorité marocaine du marché des capitaux en remplacement de Nezha Hayat nommée en mai 2025 à la tête du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement. ▶



Le Maigret du CANARD



U20 champions du monde QU'IL EST BEAU LE MAROC QUI GAGNE... !

Le plan U 20 a fonctionné sur le terrain du football. Il ne reste plus qu'à l'appliquer sur tous les autres terrains du développement national.

ABDELLAH CHANKOU

Ils ont moins de vingt ans, du talent à revendre, de la personnalité et des tripes. Les Lions de l'Atlas U20 viennent d'offrir au Maroc un sacre mondial en battant en finale l'Argentine, les favoris de la compétition chilienne. Ce sacre inestimable a créé cette magie rare où, l'espace d'un instant, plus de 40 millions de coeurs ont battu à l'unisson. Dans les rues de Casablanca et Marrakech comme dans les villages les plus reculés de l'Atlas, une même vague de joie, pure et puissante, a déferlé, balayant d'un seul élan les tracas du quotidien.

Cette nuit de dimanche du 19 au lundi 20 octobre 2025 restera gravée dans la mémoire collective. Tandis que la plupart des pays tombaient dans les bras de Morphée, le Maroc, lui, vivait les yeux grands ouverts, scotché aux écrans. Minuit, une heure, deux heures du matin... Aucune importance puisque les Lionceaux ont transformé une simple nuit d'attente en une veillée triomphale. Les cernes du lendemain ont mué en signes de fierté, les bâillements étouffés en cris de joie qui ont résonné jusqu'aux premières lueurs de l'aube.

Tout au long de cette coupe du monde palpitante, les lionceaux de l'Atlas

palpitante, les lionceaux de l'Atlas



La joie d'une jeunesse sans complexe.

ont incarné justement ce Maroc qui gagne et sans complexe, débordant d'une confiance juvénile admirable. Quand ils ont le ballon, les poulains de l'excellent Ouahbi ne tremblent pas. Ils sont sûrs d'eux-mêmes. Face à l'adversaire, ils ne reculent pas, ils attaquent. Ils ne marquent pas contre leur camp non plus. Ils visent juste. Quel contraste saisissant, presque cruel, avec l'autre terrain, celui de la gouvernance politique, qui dans l'imaginaire populaire symbolise le Maroc qui marque contre son camp avec une efficacité désarmante ! Ce Maroc-là ne marque pas de buts; il démoralise la nation, plombe le pays en jouant souvent les spectateurs. Et

quand il se décide enfin à agir, c'est pour se lancer, à grands renforts de budgets, dans l'improvisation avec des réformes inabouties, des décisions incohérentes et des mesures qui, trop souvent, assomment ceux qu'elles sont censées servir. Quel contraste saisissant, presque cruel, avec l'autre terrain, celui de la gouvernance politique, qui dans l'imaginaire populaire symbolise le Maroc qui marque contre son camp avec une efficacité désarmante! Le parcours exemplaire des coéquipiers de Zabiri au Chili est un miroir tendu vers la nation. D'un côté, l'éclatant visage de ce que le Maroc peut accomplir quand il investit dans sa

Les champions du monde U20 reçus par S.A.R le prince héritier Moulay El Hassan

Sous les ors du palais, la fierté d'une nation



Sur hautes instructions royales, SAR le prince héritier Moulay El Hassan a reçu, dans la soirée du mercredi 22 octobre les joueurs de la sélection nationale U20, sacrés champions du monde au Chili. Une réception symbolique, qui marque la reconnaissance officielle d'un exploit historique et souligne l'attention portée par la monarchie à la jeunesse et au sport national. Une cérémonie de thé a été, par la suite, organisée en l'honneur des champions du monde. À l'issue de cette réception royale, les Lioneaux de l'Atlas se sont livrés à une parade grandiose à bord d'un bus à impériale, sous les acclamations d'une foule joueuse . Des milliers de Marocains s'étaient massés tout le long du parcours, de Bab Essoufara, en passant par les boulevards Mohammed V et Hassan II, la place Al Barid, puis la tour Hassan, jusqu'au pont Moulay El Hassan, pour saluer les champions du monde U20, auteurs d'un exploit sans précédent. Drapeaux, chants, youyous et cris de joie: la capitale a vécu un moment historique qui restera gravée dans la mémoire nationale. ▶



Le Maigret du CANARD



COUPE DU MONDE U20: LES LIONCEAUX DE L'ATLAS SE SONT FARCIS L'ARGENTINE

LES CÔTES D'ARGENTINE ÉTAIENT DÉLICIEUSES...

ON S'EST BIEN RÉGALÉ, FISTON !



Sacre des U20 au Chili

Les Lionceaux ont rugi, l'Argentine a tremblé

LAILA LAMRANI

Il n'ont pas seulement gagné une Coupe du monde. Ils ont sublimé une vision, corrigé certaines croyances et bousculé l'échiquier du football mondial. À Santiago du Chili, les U20 marocains ont écrit une histoire où le talent compte, mais où le mental fait la différence. Face à l'Argentine, double championne du monde chez les seniors, on ne sentait ni tremblement, ni appréhension. Seulement des regards droits, des épaules hautes, une certitude silencieuse : la finale de dimanche 19 octobre ne leur échappait pas. Elle maîtrisait le match de bout en bout. L'Argentine, d'habitude prédatrice, regardait soudain le Maroc comme une menace réelle. Dans le tunnel, ce n'étaient pas les Marocains qui retenaient leur souffle. C'étaient eux. Au premier duel, au premier ballon gratté, la peur avait changé de camp. Deux buts plus tard, le monde avait compris : le Maroc ne joue plus pour exister, il joue pour gagner.

Mohamed Ouahbi, l'homme qui entraîne les pieds... mais surtout les têtes

Son nom mérite d'être gravé à côté de ce trophée : Mohamed Ouahbi. Pas le sélectionneur qui s'agit dans la zone technique, mais celui qui blinde les esprits de ses poulains. Oui, il a su ajuster les lignes, bloquer les couloirs argentins, organiser la relance. Mais son chef-

d'œuvre est ailleurs : il a libéré ses joueurs du complexe de jouer contre les grandes équipes qui dominent les compétitions internationales. Il leur a répété que l'Argentine, comme toute équipe, est prenable. Que jouer sans complexe vaut mieux que jouer en doutant de ses capacités. Douter de son potentiel c'est entrer dans le match avec une psychologie de perdant... Dans ses séances de coaching, ce belgo marocain peu loquace qui laisse son travail parler pour lui sur le terrain ne parle pas seulement de pressing et de couverture, mais de dignité, d'audace, de personnalité sur la pelouse. C'est cela le coaching mental qui libère les esprits et galvanise le groupe qui se surpassé pour gagner. Ce sacre n'est pas le fruit du hasard. Il est le produit d'une vision. L'Académie Mohammed VI, les centres régionaux, les écoles de quartier, les partenariats avec les clubs européens, et même les jeunes de la diaspora qui ont choisi le maillot national par conviction, amour du pays et jamais par calcul. Des joueurs formés pour contrôler, respirer, analyser. Des joueurs formés pour gagner. Le sacre chilien dit une chose simple : le Maroc ne construit plus un "bon groupe" de manière occasionnelle. Il possède une chaîne de formation qui lui permet de conquérir des titres continentaux et internationaux. Les Marocains ne doivent pas attendre longtemps avant de conquérir d'autres titres, à commencer par celui de la Coupe d'Afrique qui démarre au Maroc en décembre prochain. Ce sacre, que les Lions de l'Atlas n'ont pas remporté depuis 1976, doit rester au pays. ▶

Alpinisme

Hind Zemmama s'offre la Pyramide de Carstensz



Les 7 sommets : Et de 5 pour Zemmama

LAILA LAMRANI

À près le Kilimandjaro (Afrique), l'Aconcagua (Amérique du Sud) l'Elbrouz (Europe), l'Aconcagua et l'Everest (Asie), Hind Zemmama vient de défié avec succès le mont Puncak Jaya (Océanie). Ce dernier est situé en Indonésie sur l'île de la Nouvelle-Guinée, une île vierge et sauvage, couverte de marécages, de jungle dense et de fougères arborescentes. L'exploit réalisé par notre championne, qui a atteint le sommet le 17 octobre au bout d'une expédition d'une semaine, est d'autant plus remarquable que la Pyramide de Carstensz, autre nom donné au mont Puncak Jaya, est considérée comme l'ascension la plus technique des Sept Sommets. S'attaquer à la Pyramide de Carstensz est un immense défi qui nécessite un mental d'acier et un courage à toute épreuve, les deux armes fatales de l'alpiniste marocaine qui sait prendre de l'altitude sans jamais tomber de haut. L'expérience de Hind Zemmama sur place a mêlé un challenge alpinistique extrême à une aventure humaine intense au cœur de paysages époustouflants. La Pyramide de Carstensz est un sommet exigeant : à 4 884 mètres d'altitude, elle est le point culminant du continent océanien. A l'inverse des autres sommets, il ne s'agit pas d'une ascension glaciaire mais d'une véritable course d'escalade sur roche. Le parcours, souvent humide, implique de l'escalade technique sur des parois de calcaire abrasif avec une traversée Tyrolienne spectaculaire près du sommet. Les grimpeurs doivent posséder des compétences éprouvées en alpinisme, notamment en escalade et en déplacement sur glacier, pour maîtriser la complexité de l'ascension. L'environnement est tout aussi difficile. Hind Zemmama a évolué dans un décor minéral, présenté comme un univers de "boue, de roche et de noir". Les conditions météorologiques, marquées par des averses quotidiennes, ajoutent une difficulté supplémentaire à l'expérience. Atteindre la base de la montagne est une aventure en soi. Hind Zemmama a confié au Canard que cette « expérience restera gravée à jamais » en elle. Elle y a vécu des moments de frustration et de peur, mais aussi des instants de grande humanité qui lui ont donné la force d'avancer. Pour elle, cette expérience conforte sa conviction que les limites ne sont pas dans le corps, mais dans l'esprit. Avec cette cinquième ascension, Hind Zemmama, mère et grand-mère passionnée, se rapproche de son objectif des Sept Sommets. Il ne lui reste plus que le Denali en Amérique du Nord et le mont Vinson en Antarctique pourachever ce défi planétaire de toutes les sensations. ▶



Le Maigret du CANARD



Suicides au sein des forces de l'ordre

La police sous pression

A quoi rime ces suicides de fonctionnaires de la police et que cachent-ils ? Le sujet est tabou et relève du secret. Explications

AHMED ZOUBAÏR

Les cas de suicide au sein de la police nationale ont tendance à augmenter. Dans la soirée du vendredi 17 octobre 2025, un brigadier de police relevant de la brigade des motards de Casablanca a tenté de suicider après avoir abattu à l'aide de son arme de service une femme qu'il accompagnait à bord d'un véhicule privé. Les faits se sont déroulés au quartier Palmier, non loin du siège de la préfecture de police. L'enquête est en cours sous la supervision de la justice pour élucider les circonstances de ce drame. Grièvement blessé au crâne, le tueur présumé a raté son suicide mais bien de ses collègues avant lui ont hélas réussi à attenter à leurs jours. Il y a un peu plus d'un mois, le 15 septembre 2025, un commissaire principal en poste à Agadir

a mis fin à ses jours en utilisant son arme de service. Le 1er août 2024, c'est un brigadier-chef de Marrakech qui s'est donné la mort sur son lieu de travail en se tirant une balle dans la tête. Le 13 août 2023, un policier du district de Salé a retourné son arme de service contre lui dans son domicile. Le même drame a encore secoué le 8 octobre 2022 le corps de la sûreté nationale après qu'un officier de police en fonction à El Jadida s'est suicidé à l'aide de son arme la mère et la sœur d'une femme qu'il voulait épouser.

A la survenue de chaque suicide, la DGSN rend public un communiqué informatif, annonçant l'ouverture d'une enquête sous la supervision du parquet pour déterminer les circonstances du drame. La communication s'arrête là et après plus rien. On n'en saura pas plus faute de suivi communicationnel...

Stress

Mais à quoi rime ces suicides de fonctionnaires de la police et que cachent-ils ? Le sujet est tabou et relève du secret. À part les cas de suicide rapportés par les médias, les statistiques officielles ne sont pas disponibles, le ministère de l'Intérieur n'ayant jamais communiqué les don-



La protection mentale des policiers est un enjeu de sécurité majeur.

nées en sa possession.

Un policier qui se suicide au Maroc de quoi est-il le nom ? Un symptôme d'un profond malaise professionnel lié à des conditions de travail difficiles et à un quotidien pénible, assurément...

C'est connu, le métier de policier est loin d'être de tout repos. En plus d'un volume de travail considérable le policier étant mobilisable à tout moment - ce dernier est confronté à une charge émotionnelle importante due à son exposition régulière aux violences et à la souffrance sociale, ce qui peut conduire à un épuisement professionnel, psychologique et physique. Dans le contexte sécuritaire national, la pression redouble d'intensité à cause d'autres contraintes liées entre autres à l'arme de service qu'il doit veiller à ne pas perdre tout comme les cartouches qui vont avec. Autrement, il n'encourt pas seulement un avertissement, blâme ou des arrêts mais une sanction très sévère pouvant aller jusqu'à la suspension de son avancement ou la révocation pure et simple. Une affaire qui ajoute au stress du fonctionnaire de police

surtout qu'il n'est pas autorisé, sauf en cas de vacances, à la déposer à l'armurerie après la fin de son service. Le lieu sécurisé devient généralement son domicile où il pose son pistolet, les munitions et deux chargeurs. La dotation pour chaque policier est de 25 balles dont 5 doivent être constamment chargées dans son arme. Les 20 autres, il doit se débrouiller pour les mettre à l'abri. Mais pourquoi autant de munitions alors que l'usage des armes de service par les policiers intervient rarement au Maroc ? La crainte de perdre ou de se faire voler son arme de service et les munitions devient dès lors une source de grande inquiétude pour le policier.

Défis internes

Bien que les causes du suicide soient majoritairement d'ordre privé, la présence de l'arme de service est un facteur de risque reconnu qui facilite le passage à l'acte dans les polices du monde entier. Avec cette différence qu'au Maroc, les forces de l'ordre en général n'ont pas le droit d'avoir des syndicats qui peuvent de leurs

SAHARA MAROCAIN : LE PLAN MAROCAIN BIEN TÔT ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

TU AS VU, L'ALGÉRIE A RÉUSSI À SE METTRE TOUTE LA PLANÈTE À DOS POUR QUE VOTRE FOUTUE CAUSE NE TRIOMPHE PAS !

QUEL BEAU SACRIFICE DIPLOMATIQUE !





Le Maigret du CANARD



membres mais aussi attirer l'attention de la hiérarchie sur les risques qui les menacent lors de l'exercice de leurs fonctions. Au rang des risques majeurs figurent le suicide et ses conséquences dramatiques. Mais comment détecter des policiers en détresse en l'absence d'une cellule psychologique chargée de déceler les «signaux d'alerte» chez les éléments en souffrance ? Et pourtant, la DGSN gagnerait à se doter d'un dispositif de prévention pour un accompagnement confidentiel et limité dans le temps aux policiers qui en font la demande, souvent à la suite d'un événement difficile ou pour des problèmes personnels. Dans un contexte de montée des violences et de la délinquance sous toutes ses formes induisant une pression accrue sur le maintien de l'ordre, la protection mentale des policiers est un enjeu de sécurité majeur car elle impacte directement leur bien-être psychologique, leur aptitude à bien s'acquitter de leurs missions, et, par conséquent,

la sécurité publique. Cela dit, il est incontestable que la DGSN a déployé sous la direction de Abdellatif Hammouche des efforts non négligeables en matière de modernisation et de professionnalisation de la police. Une mutation bienvenue qui s'est accompagnée d'un changement d'image axé sur une approche citoyenne visant à transformer l'uniforme d'un symbole de crainte en un symbole de service. Et last but not least, la population marocaine vit avec un bon sentiment de sécurité que de nombreux pays nous jaloussent et dont le mérite revient aux forces de l'ordre.

Nonobstant cette mutation remarquable, la police reste confrontée à de multiples défis internes liés notamment aux conditions de travail de ses serviteurs qui aspirent à de l'écoute, de la disponibilité et à de la reconnaissance.

De nombreux fonctionnaires de la sûreté se plaignent en privé d'un manque d'attention à ce niveau-là, ce qui peut affecter le moral et l'engagement

des policiers surtout de terrain. "L'entretien d'une bonne image de la sûreté nationale au plus haut niveau de la hiérarchie ne doit pas se faire au détriment de leur bien-être", arguent-ils.

Pour pallier ces problèmes et corriger le tir, il serait sans doute utile de donner plus d'autonomie aux préfets de police pour une meilleure prise en charge des problèmes et des attentes de la police de proximité, sans passer nécessairement par le cabinet du directeur général enclin à tout centraliser. A telle enseigne que les préfets, à défaut de déconcentration des décisions opérationnelles, ont été transformés en simples exécutants, perdant en initiative et en motivation.

Au-delà de sa réputation de performance notamment dans la lutte contre la criminalité et la coopération sécuritaire à l'échelle internationale, l'institution policière est appelée à adapter ses procédures aux réalités de terrain.

Le malaise touche surtout les bataillons rivés au bas de l'échelle. Ceux-là ont le sentiment de ne pas être assez protégés alors qu'ils sont chargés de la protection de la population...

Aux dernières nouvelles, le brigadier de police casablancais entretenait une relation amoureuse tumultueuse avec la victime aggravée par une histoire d'argent. La femme qui a piqué une grande crise de colère était venue déposer plainte à son encontre au siège de la police, ce qu'il tente d'empêcher de toutes ses forces par peur sans doute des conséquences professionnelles, selon une source policière.

Mais face à sa grande détermination et dans un moment de vive tension, il perd son sang-froid et commet l'irréparable.

S'il était certain de trouver de l'écoute et du soutien auprès de ses supérieurs, le policier dont le pronostic vital est engagé aurait-il tué sa campagne et tenté de se suicider ?

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



-18 JOUONS RESPONSABLE

FAIRE GAGNER LE SPORT



Le Maigret du CANARD



OMPIC

Pour un nom, c'est non !

Avant qu'un porteur de projet ne crée son entreprise, il doit se coltiner les procédures complexes de l'OMPIC pour l'obtention du fameux certificat négatif. Une démarche fastidieuse et énervante qui relève du parcours du combattant. Explications.

LAILA LAMRANI

Imaginez un entrepreneur enthousiaste, tentant d'obtenir un certificat négatif pour son nouveau projet " Sillages". Après quelques jours d'attente alors que la demande se fait en ligne, la réponse tombe: Refus de l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC). Le mot " sillages", vous explique-t-on, est déjà pris par une société du nom de "Sillage service" !

Un projet dont le promoteur opte pour "Sillages" comme enseigne commerciale et une société évoluant dans le secteur de la location et de la vente de bateaux du nom de "Sillage service" doivent en toute logique exister sous ces deux dénominations sans aucun conflit. Mieux encore : vous introduisez une demande pour "Parcours d'exception". Accepté dans un premier temps mais refusé pour le mot "Parcours" lors d'une seconde tentative, sous prétexte qu'une société baptisée "Parcours Service" existe déjà ! Un vrai labyrinthe !

Ce couac qui en dit long sur les incohérences du dispositif de réservation des noms de l'OMPIC n'est pas un cas isolé mais la règle d'un système où les mots semblent s'user à force d'être refusés.

On peut multiplier les cas absurdes à l'infini... Un café "Au Bon Jeune" pourrait-il empêcher la création d'une startup qui veut s'appeler "Dynamique " ? Selon la logique de l'OMPIC, oui ! La règle semble être : "Un mot, une entreprise", peu importe le secteur d'activité ! Cette interprétation maximaliste va bien au-delà de l'objectif de base consistant à éviter la confusion dans l'esprit du public.

Dans la logique Ompic, la nuance est bannie alors que l'office devrait appliquer le test du "risque de confusion réel" de manière plus intelligente. Un café et une startup avec le mot "jeune" créent-ils vraiment une confusion ? Comme le prévoit la loi, la protection de-



L'OMPIC gagnerait à se réinventer en une plateforme de service en ligne.

vrait être strictement limitée au secteur d'activité de l'entreprise déposante.

Perte de temps

Cet établissement fonctionne comme un casino des noms : on mise sur une idée, on perd souvent, et l'on paye toujours, même pour un refus ! Cerise sur le gâteau de l'absurdité, on passe à la caisse pour service non rendu ! L'entrepreneur paye pour un service (l'obtention d'un nom) et se voit facturer... un refus. Cela ressemble à une taxe sur l'échec administratif, ce qui est profondément injuste et va à l'encontre de toute logique d'encouragement à l'investissement.

Une mécanique kafkaïenne qui décourage les bonnes volontés et freine l'élan des investisseurs. Quelle perte de temps et d'énergie ! Il faut vraiment se torturer les méninges pendant des heures et des heures pour trouver un nom qui contourne des mots pourtant parfaitement adaptés. C'est un ef-

fort sincèrement contre-productif. Le découragement est réel. Après avoir mûri un projet, se heurter à un refus incompréhensible sur le nom peut être perçu comme un mauvais signe et attiédir l'envie d'entreprendre.

Outre la perte de temps et d'énergie, cette situation engendre une insécurité juridique pour les investisseurs. Comment construire une stratégie de marque et communiquer efficacement quand le nom même de son projet peut être remis en cause par l'existence d'une entreprise aux activités sans rapport ? Cette insécurité est un frein non négligeable à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

L'OMPIC, dont la mission est de protéger la propriété intellectuelle et de fluidifier la création d'entreprise, devient paradoxalement un obstacle bureaucratique. En verrouillant l'accès à des mots du langage courant et en facturant les refus, il pénalise ceux-là mêmes qui veulent contribuer au développement de l'économie nationale. Il est urgent que cet établissement change de logiciel pour passer du

statut de machine à bloquer à celui de partenaire des entrepreneurs. Le fonctionnement de l'OMPIC, bien que reposant sur un principe légitime - la protection des signes distinctifs et l'évitement de la confusion dans l'esprit du public - semble poussé à l'extrême. La logique de protection ne devrait-elle pas être évaluée au regard du risque de confusion réel ?

Mais en tenant à accorder une protection absolue et transversale à un mot générique, l'office crée une pénurie artificielle de dénominations, un paradoxe pour une institution dont la mission est de faciliter la création des entreprises.

L'OMPIC, avec ses refus souvent opaques, devient un obstacle à franchir. Une administration anachronique, qui manque d'agilité, en raison de l'intervention humaine dans le processus. Attendre "plusieurs jours" pour une demande de nom déposée en ligne est un nonsens à l'ère du numérique. C'est du temps volé à l'entrepreneur. L'OMPIC gagnerait à se réinventer en une plateforme de service en ligne sur le modèle des sites de noms de domaine qui facilitent l'acquisition des noms de domaine. Si le nom demandé est libre, on peut l'acheter sur le champ, sinon le site propose d'autres options de manière tout aussi instantanée.

Ce processus rapide, transparent et dématérialisé peut être parfaitement appliqué à la réservation des certificats négatifs. Que des avantages pour les usagers. L'instantanéité (disponibilité d'un nom de domaine est vérifiée en quelques secondes), l'automatisation (l'attribution est gérée par un algorithme, supprimant l'aléa humain). Et puis, pas de jugement de valeur : le système ne refuse pas un nom parce qu'il est "trop similaire" à un autre, sauf en cas de ressemblance avec une marque notoire. Et last but not least, accessibilité 24/24 et 7/7. La flamme Ompic est véritablement éteinte !



Le Maigret du CANARD



JAMIL MANAR

A Bordeaux, Yasmina Tel-lal, 42 ans, raconte à l'AFP son enfer hexagonal. Arrivée d'Espagne en 2011, elle espérait un salaire mensuel de 1.800 euros pour un an de travail. Résultat : 400 euros, logement à sa charge et avances sexuelles exigées par ses supérieurs. Dix ans plus tard, atteinte de sclérose en plaques, elle se bat pour obtenir justice. La société d'intérim espagnole a été condamnée pour travail dissimulé, mais le volet violences sexuelles ? Pas un mot. En France, 83 % des plaintes pour harcèlement au travail se soldent par un simple classement sans suite.

Prix humain

En Espagne, les récits des cueilleuses de fraises andalouses illustrent un autre pan de la misère. Les saisonnières marocaines, venues dans le cadre d'accords migratoires circulaires, se retrouvent parfois sans travail ni salaire, menacées d'expulsion et incapables de faire valoir leurs droits. Le syndicat CCOO dénonce « de graves violations des droits humains » : absence de contrat, salaires non versés, pressions pour quitter le territoire... et, ici encore, violences sexuelles et harcèlement passés sous silence. Une précarité organisée à coups d'accords bilatéraux. Pourtant, un mouvement commence à émerger. En Andalousie, les Jornaleñas [les Journalières], syndicat de saisonnières marocaines, déposent leurs premiers recours pour exiger licenciements légaux et indemnités. Une initiative rare,



Sous-payées, exploitées, abusées

Le triple piège des saisonnières dans les champs européens

Chaque année, des milliers de Marocaines traversent la Méditerranée pour travailler dans les serres andalouses ou dans les champs français. Mais leur sort est loin d'être enviable : conditions de travail indignes, exploitation économique, harcèlement et violences sexuelles et isolement.

mais emblématique : ces femmes osent sortir de l'ombre, malgré la peur, la barrière de la langue et l'analphabétisme. Les migrations circulaires, initiées en 2000, sont encadrées légalement, mais la loi semble souvent n'être qu'une formalité. Les pouvoirs publics espagnols, eux, se félicitent de la contribution des travailleurs non européens à la croissance et au financement des retraites... tout en laissant les employeurs jouer avec leurs vies.

Le constat est implacable : que ce soit à Bordeaux ou à Huelva, les travailleuses marocaines subissent la même double peine – exploitation économique et sexuelle, invisibilité sociale – alors que les accords internationaux et les protections légales devraient, en théorie, les protéger. Les syndicats et associations font leur possible, mais face à la bureaucratie et au silence institutionnel, il est légitime de s'interroger : qui accompagne réellement ces travail-

leuses ? Qui veille à ce que les promesses de contrats, de sécurité et de respect ne restent pas de simples mots sur papier ? Pendant ce temps, sur le terrain, la réalité est moins abstraite et bien plus cruelle. Les fraises continuent de rougir sous les serres andalouses et les champs français ploient sous le soleil, tandis que les véritable cueilleuses restent invisibles. Elles portent sur leurs épaules le poids de la main-d'œuvre bon marché, des violences subies

et du silence institutionnel. Leurs histoires, souvent étouffées, rappellent que derrière chaque fruit et chaque légume, il y a un prix humain que ni les accords bilatéraux ni les certificats de conformité ne sauraient effacer. Et tant que personne ne tiendra réellement les employeurs et les autorités responsables, le circuit ne changera pas : Les patrons récoltent le profit, les travailleuses récoltent la misère financière et psychologique. ▶



Le Maigret du CANARD



Le PLF 2026 qui vient d'être présenté devant le parlement revêt un intérêt particulier. D'abord, il est le dernier du gouvernement actuel qui va rendre probablement les clés en septembre prochain. Ensuite, il vient après deux discours royaux, porteurs de messages forts, prononcés à deux occasions significatives : celle de la célébration de la fête du trône (29 juillet) et celle de l'ouverture parlementaire (10 octobre). Enfin, il intervient dans un contexte de malaise social aggravé par une révolte de la jeunesse qui voit son avenir assombri et ses horizons limités. C'est par rapport à ces données que le projet de loi de finances doit être scruté et lu, sans céder à la facilité en se bornant à faire le culte des chiffres. Autrement dit, il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Discutons d'abord chiffres en essayant de clarifier ce qu'ils montrent et surtout de dévoiler ce qu'ils cachent. Précisons que la loi de finances se compose de trois parties : le budget général, les Comptes Spéciaux du Trésor et les SEGMA (Services de l'Etat gérés de manière autonome). C'est le BG, et accessoirement les CST, qui sont les plus importants. Les charges du PLF 2026 s'élèvent à 761,3 MM DH et les ressources sont estimées à 712,5 MMDH. Elles sont réparties comme suit : 421,3 MM DH pour le BG ; 166,23 MM DH pour les CST et 123 MM DH proviennent des emprunts à moyen et long terme.

Un budget injuste

Le budget général de l'Etat se compose de dépenses de fonctionnement (payer les fonctionnaires et couvrir les frais de l'administration), des dépenses d'investissement (construire les écoles, les hôpitaux et l'infrastructure en général) et rembourser les intérêts dus aux emprunts contractés. Les dépenses de fonctionnement et les remboursements des dettes sont des dépenses incompressibles, contrairement aux dépenses d'investissement qui dépendent généralement de ce qui reste « dans la caisse de l'Etat » et de ses capacités à recourir à l'emprunt soit sur le marché national soit sur le marché international. Pour financer ses dépenses, l'Etat a recours aux recettes fiscales (impôts directs et indirects) et non fiscales (produit des monopoles comme l'OCP, Bank Al Maghrib ..) et en cas de besoin, il vend une partie de son patrimoine et emprunte le reliquat selon les conditions du marché.

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**

Le PLF 2026 Un budget en convalescence

Les chiffres du PLF 2026, montrent que 40% des recettes du budget proviennent des impôts directs à savoir l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, 44% proviennent des impôts indirects (TVA, droits de douane, Taxe intérieure de consommation). Un budget est considéré juste lorsqu'il est financé principalement par l'impôt direct et plus particulièrement par les détenteurs des hauts revenus et les catégories riches de la société. Sur ce plan, malgré quelques ajustements positifs introduits au cours des dernières années à la suite de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la réforme fiscale boiteuse imposée par la majorité actuelle, le budget du pays demeure foncièrement injuste et inéquitable. Au lieu de jouer son rôle de redistributeur des revenus et de réducteur des inégalités, il contribue plus à amplifier les injustices et à aggraver les inégalités. Il suffit de voir comment on impose les classes moyennes pour

subventionner les gros propriétaires fonciers et le grand capital national et international à travers des cadeaux fiscaux et des subventions d'équipement.

Une administration gourmande

Quant aux dépenses du budget, estimées à 527,6 MM DH, elles sont ventilées comme suit : les dépenses de fonctionnement, absorbent 347,5 MM DH, soit 65,8% du budget, les dépenses d'investissement représentent le quart avec 136,1 MM DH et les intérêts de la dette publique représentent le reste avec 44 MM, soit 8,4%. Ces chiffres appellent les remarques suivantes: une bonne partie des montants inscrits dans les dépenses de fonctionnement sont constituées par les dépenses de matériel et de fonctionnement

de l'administration qui absorbent 93,67 MM DH, contre 80 MM DH en 2025, soit une augmentation de 16,77%. Cette évolution est en contradiction avec les exhortations du Chef du Gouvernement dans la lettre de cadrage adressée aux Ministres les invitant à réduire au maximum le train de vie de l'Etat en se limitant à l'essentiel et en faisant preuve de sobriété. C'est tout le contraire qui s'est produit. Les habitudes, et surtout les mauvaises, ont la tête dure ! Pour ce qui est du budget de l'équipement, bien qu'il apparaisse suffisant sur le papier, dans la réalité, les choses se passent autrement. D'abord, comme c'est déjà indiqué, une somme non négligeable, soit 44 MM DH représentant le tiers du budget de l'investissement, est consommée sous forme de subventions aux entreprises. C'est une dépense de l'argent public dont on fait rarement l'évaluation. D'ailleurs, ce flou est à peine voilé dans les documents accompagnant le texte du PLF, et plus précisément dans la note de présentation.

Le tonneau des Danaïdes

Bien que les responsables aient déployé toute leur gymnastique intellectuelle pour nous présenter un budget en bonne santé, en réalité, nous sommes en face d'un budget en « convalescence lente ». Ainsi, pour la première fois, on se retrouve avec un solde courant positif (la différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes) de 50 MM DH. C'est peu, mais c'est un signe positif à consolider à travers notamment une vraie réforme fiscale et une intégration intelligente du secteur informel sur laquelle le gouvernement tergiverse. De même, la question de la dette publique reste posée et réduit les marges de manœuvre de l'Etat. Ainsi, on emprunte essentiellement pour s'acquitter du service de la dette venue à échéance. Dans le passé, on était à somme nulle en versant d'une main ce que nous recevons d'une autre. C'est en quelque sorte le tonneau des Danaïdes. Ainsi, sur les 123 MM DH prévus au titre de l'emprunt pour l'année 2026, 108 MM seront utilisés au remboursement de la dette venue à échéance. Le net est de 15 MM DH ! C'est le cycle infernal de l'endettement. On doit se réjouir tout de même qu'on ne prête pas de l'argent pour payer les fonctionnaires. Des aspects positifs, il y en a bien sûr. Ils seront abordés avec le même esprit dans un prochain article. ▶

Décès d'Abdelkader Moutaa Un maître du théâtre et du cinéma s'en va



Le monde artistique national est en deuil. Le comédien Abdelkader Moutaa, l'une des figures emblématiques du théâtre, de la télévision et du cinéma au Maroc, s'est éteint lundi 20 octobre, à l'âge de 85 ans. Le défunt laisse derrière lui une œuvre de valeur bâtie sur plusieurs décennies et un héritage artistique exceptionnel salué par ses pairs comme par le public.

Né à Casablanca, Abdelkader Moutaa s'est imposé dès les années 1970 comme l'un des visages prometteurs du théâtre. Il fut l'un des membres actifs des premières troupes théâtrales modernes, contribuant à professionnaliser cet art et à populariser la scène nationale. Son jeu naturel, empreint d'émotion et d'humour, l'a rapidement distingué, avant qu'il ne s'oriente vers le cinéma et la télévision. Sur le petit écran, il a pris part à de nombreuses séries devenues cultes, incarnant des personnages populaires, parfois dramatiques, parfois comiques, mais toujours profondément

humains. Au cinéma, il a collaboré avec plusieurs réalisateurs marocains de renom, participant à des productions qui ont marqué les débuts du 7^e art au Maroc. Sa capacité à toucher le public sans artifice a fait de lui un acteur respecté et attachant. Au-delà de ses rôles, Abdelkader Moutaa était considéré par ses proches comme un homme discret, généreux et passionné par son métier, transmettant son expérience aux jeunes comédiens et demeurant fidèle à son engagement artistique jusqu'au bout. Sa disparition laisse un vide immense parmi une génération d'artistes qui ont façonné la culture marocaine contemporaine. De nombreuses personnalités du monde du cinéma, du théâtre et des médias lui ont rendu hommage, saluant un « maître de jeu », un « pionnier » et un « visage familier de la mémoire collective ». Le ministère de la Culture devrait également lui rendre un hommage officiel digne de son rang. ▶



Can'Art et CULTURE



Iman Echcharif Tribak "Je me définis comme une artiste et entrepreneure culturelle"

Artiste-peintre de talent qui s'est formée sur le tas et fondatrice d'imagaleries, Iman Echcharif Tribak nous parle de son art et de ses engagements à l'occasion d'une exposition collective à la médiathèque de Casa-blanca qui se poursuit jusqu' au 30 octobre.



Iman Echcharif Tribak.

Parlez-nous un peu de votre parcours de peintre et de votre exposition à la galerie de la Mosquée Hassan II...

Je suis une artiste visuelle autodidacte, passionnée depuis toujours par la peinture, le dessin au charbon et l'art digital. Mon parcours s'est construit à travers une recherche constante d'expression et d'équilibre entre le geste, la couleur et l'émotion.

En parallèle de ma pratique artistique, j'ai fondé IMAGaleries, une plateforme digitale dédiée à la promotion des artistes et à la diffusion de l'art contemporain marocain. Mon exposition actuelle à la médiathèque

de la mosquée Hassan II, intitulée « Quand le pinceau parle plusieurs langues », réunit plusieurs artistes autour d'un dialogue entre les styles et les cultures. J'en suis à la fois l'organisatrice, la commissaire et l'une des artistes exposantes, ce qui en fait une expérience profondément humaine et collective.

Comment vous définissez-vous dans le paysage national des arts plastiques ?

Je me définis comme une artiste et entrepreneure culturelle. Mon engagement ne se limite pas à la création : il s'étend à la

valorisation et à la structuration du milieu artistique marocain à travers IMAGaleries. Je souhaite offrir aux artistes un espace professionnel, moderne et accessible où ils peuvent présenter leurs œuvres, être visibles et échanger avec le public. Je crois fermement que l'avenir de l'art au Maroc passera par la collaboration, la solidarité et l'innovation.

Comment votre environnement et vos expériences personnelles influencent-ils votre art ?

Mon art est profondément lié à mon vécu et à mon environnement. Je peins les émotions que je ressens, les contrastes de la société dans laquelle je vis, les luttes, les silences et les renaissances.

En même temps, mon rôle de fondatrice d'IMAGaleries m'a permis de rencontrer de nombreux artistes aux parcours différents. Ces échanges m'inspirent et nourrissent ma vision d'un art qui unit plutôt qu'il ne sépare.

Chaque œuvre que je crée porte une part de mon expérience personnelle, mais aussi un regard sur les autres et sur le monde.

Quelle est l'œuvre la plus personnelle pour vous et que symbolise-t-elle ?

Une de mes œuvres digitales me tient particulièrement à cœur. Elle traduit la dualité entre la force et la fragilité, entre la lumière et l'ombre.

Elle symbolise le parcours intérieur que chacun traverse pour se trouver et s'affirmer, surtout dans un univers artistique où

il faut parfois se battre pour être entendu. C'est une œuvre intime, mais universelle, parce qu'elle parle de résilience et de renaissance.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes artistes qui débutent ?

Je leur dirais de ne pas se décourager, de rester sincères dans leur démarche et de ne jamais trahir leur propre style. L'art n'a pas besoin d'imiter, il a besoin d'exister.

Je les invite aussi à s'ouvrir aux nouvelles technologies, à comprendre le potentiel du digital pour faire connaître leur travail. C'est d'ailleurs la mission d'IMAGaleries.com : offrir aux artistes un espace moderne et libre pour se faire découvrir et bâtir leur propre visibilité.

Quels sont vos projets futurs ? Y a-t-il des thèmes ou des sujets que vous souhaitez explorer davantage ?

Je travaille actuellement sur un projet artistique d'envergure, pensé comme une grande plateforme culturelle et humaine, qui réunit différents langages de création autour d'une même vision : celle d'un art marocain ouvert sur le monde.

C'est un projet ambitieux, porteur de sens, mais qui, malheureusement, n'a pas encore reçu le soutien qu'il mérite. Pourtant, je continue à y croire et à avancer pas à pas, avec détermination. Sur le plan artistique, je poursuis mon exploration du digital art, que je considère comme un espace de liberté, de recherche et de dialogue entre l'âme et la modernité. ▶

Cambriolage au Louvre Ce n'est pas un musée, c'est un self-service !

Le Louvre a été la cible d'un cambriolage spectaculaire le dimanche 19 octobre 2025, vers 9h30, soit 30 minutes après l'ouverture du musée. Des voleurs ont dérobé en pleine journée huit pièces d'une valeur inestimable des Joyaux de la Couronne de France, lors d'un coup monté en seulement sept minutes. Le vol, qualifié de très professionnel, s'est déroulé selon un scénario précis et rapide. Le mode opératoire est ingénieux : les voleurs, déguisés en ouvriers avec des gilets jaunes et orange, sont arrivés par la Seine. Ils ont utilisé un monte-meuble (nacelle élévatrice) pour accéder à une fenêtre du premier étage de la Galerie d'Apollon, qu'ils ont fracturée à l'aide d'une disqueuse. Une fois à l'intérieur, ils ont menacé les gardiens avec leurs outils, forcé deux vitrines de haute sécurité et saisi neuf pièces de joaillerie. Leur retraite a été tout aussi rapide. Ils sont descendus par la nacelle et ont pris la fuite sur des scooters en direction du Boulevard Périphérique puis de l'autoroute A6. Dans leur précipitation, ils ont abandonné la couronne de l'impératrice Eugénie, qui a été retrouvée endommagée dans la rue. Le ministère français de la Culture a confirmé le vol de huit pièces majeures du patrimoine national, d'une valeur économique estimée à 88 millions d'euros par la conservatrice du Louvre, mais dont la valeur historique est inestimable. Parmi les objets volés se trouvent : la tiare, le collier et un bracelet de la parure de saphirs de la reine Marie-Amélie et de la reine Hortense, le collier et une paire de boucles d'oreilles en émeraudes de la parure de l'impératrice Marie-Louise et la broche reliquaire, la grande broche en nœud de corsage et la tiare de l'impératrice Eugénie. Le diamant le plus célèbre de la collection, le Régent, est resté en place.

Une enquête pour "vol en bande organisée" a été ouverte et confiée à la Brigade de Répression du Banditisme (BRB). Une soixantaine de personnes y seraient affectées. L'affaire est si retentissante qu'elle a provoqué une onde de choc au plus haut niveau de l'État et soulève de sérieuses questions sur la sécurité des musées français. · Réactions politiques : Le président Emmanuel Macron a condamné "une atteinte à un patrimoine que nous chérissons" et promis que "les auteurs seront traduits en justice". La ministre de la Culture, Rachida Dati, a pour sa part exclu une "faille de sécurité à l'intérieur" du musée, pointant plutôt du doigt l'absence de sécurité "sur la voie publique" qui a permis l'installation de la nacelle. En fait, le chef d'œuvre, c'était le cambriolage! ▶



Le chef d'œuvre, c'était le cambriolage !



Bec et ONGLES



Driss Lachgar

« Après 2050, je passerai peut-être la main »

Juste après l'obtention de son quatrième mandat à la tête de l'USFP, l'inamovible Driss Lachgar s'est confié à notre journaliste en se félicitant de sa longévité politique exceptionnelle.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Monsieur Lachgar, félicitations pour ce quatrième mandat. Vous ne pensez pas qu'il serait temps de passer le flambeau ?

Passer le flambeau ? Pourquoi faire ? Il fonctionne encore très bien entre mes mains. Et puis vous savez, le feu de l'engagement ne s'éteint jamais... surtout quand il chauffe un fauteuil ministériel.

Mais comment expliquez-vous cette longévité exceptionnelle ?

Quand on aime, on ne compte pas. Et puis, la base du parti m'a encore choisi. Bon, c'est à peu près la même base depuis 2001, mais elle est fidèle, c'est ce qui compte.

On parle pourtant de pressions, de verrouillage interne, d'exclusion de figures montantes...

Écoutez, l'USFP est un grand parti démocratique. Très grand. Tellelement démocratique que parfois, on

préfère éviter les élections internes, le débat... par précaution. Et puis, c'est normal d'écartier un peu la relève. Elle bouge trop, elle remet tout en question, elle fait des manif...

On dit que vous rêvez secrètement de revenir au gouvernement...

Non, non, je le dis très ouvertement et haut et fort : je suis disponible, jour et nuit, pour servir la Nation... surtout depuis un ministère peinard et climatisé. Je peux gérer n'importe quel portefeuille : culture, jeunesse, silence, statu quo, archives... tout sauf la réforme.

L'opposition vous est-elle insupportable à ce point ?

Je suis pour l'opposition mais constructive... surtout quand elle construit un pont solide vers le gouvernement. L'opposition, c'est bien quand on n'a pas d'autre choix. Mais moi, j'aime les responsabilités. Enfin, les titres.

Certains vous accusent

USFP: Lachgar réélu pour un 4e mandat

**APRÈS MOI
C'EST MOI ...**



de sacrifier les compétences du parti pour préserver votre poste....



Que répondez-vous à vos détracteurs ?

Qu'ils se calment. Moi, je suis là pour incarner le changement dans la continuité. Et en politique marocaine, rien n'est plus moderne... que la continuité.

Et la Gen Z, qu'en pensez-vous ?

Ah, ces jeunes... ils sont bien gentils avec leurs réseaux sociaux, leurs stories, leurs slogans colorés. Mais ils manquent de réalisme. On ne gouverne pas un pays avec des reels et des likes ! Il faut des structures solides, comme un bon vieux bureau politique de 25 membres... tous au-dessus de 60 ans.

Donc vous leur tendez la main ?

Bien sûr ! Je leur dis : venez ! Intégrez le parti ! Mais d'abord, il faut qu'ils acceptent les règles : loyauté absolue, pas trop de questions, et pas d'ambition avant 20 ans de service.

Vous vous revendiquez toujours de l'héritage d'Abderrahim Bouabid... Pourtant, beaucoup disent que vous avez dilapidé ce capital moral et politique. Que répondez-vous ?

Mais c'est très bien, un musée ! C'est respecté, c'est propre, ça ne crie pas. Vous avez vu le PJD ce qu'est devenu le PJD dont le chef n'arrête pas de crier dans les branques. Nous au moins, on ne fait pas de vagues. On reste constants... dans la stagnation.

Pensez-vous à un jour passer le flambeau ?

Bien sûr. Mais je cherche encore le bon moment. Peut-être après 2050, si la situation politique se stabilise et se crédibilise. Ou si je perds mes lunettes. Mais rassurez-vous : j'en-cadre déjà les jeunes... de loin.

Ah, Bouabid... Quelle grandeur ! Une légende. Une source d'inspiration. D'ailleurs, je cite son nom à chaque congrès. Après, bon, c'est vrai, l'USFP d'aujourd'hui n'a plus trop de militants, plus trop d'idées, ni trop d'ancrage... mais on a gardé le logo et la couleur ! C'est déjà beaucoup, non ?



Le MIGRATEUR



Gaza de nouveau bombardée

LAILA LAMRANI

Les sionistes violent déjà le cessez-le-feu

À peine signée, la trêve à Gaza vacille déjà à cause de la reprise des bombardements sionistes. Entré en vigueur le 10 octobre, l'accord de cessez-le-feu – le troisième en deux ans – semblait offrir un répit après une guerre génocidaire qui a fait plus de 68.000 morts côté palestinien et 1.221 victimes israéliennes depuis 2023. Mais les violences meurtrières de dimanche ont replongé l'enclave dans l'incertitude, faisant craindre un effondrement de la fragile accalmie.

Regain de violence

Dimanche, des frappes israéliennes ont tué au moins 45 Palestiniens dans la bande de Gaza, selon les services de défense civile sur place. Ces violences, parmi les plus graves depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, ont immédiatement suscité une réaction de l'ONU.

À New York, le porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, s'est dit « préoccupé » et a exhorté toutes les parties à respecter pleinement leurs en-



Un territoire toujours ravagé par les bombes et la famine.

gements. Du côté israélien, l'armée évoque une riposte à des tirs du Hamas. Le mouvement islamiste dément toute violation de l'accord.

Pressions diplomatiques

En visite en Israël, le vice-président américain JD Vance s'est voulu rassurant :

« Ce que nous avons vu ces derniers jours me rend très optimiste sur la durée du cessez-le-feu », a-t-il affirmé à Kiryat Gat, près de la frontière avec Gaza. Pourtant, le ton de Washington demeure ferme vis-à-vis du Hamas. Le président Donald Trump a mis en garde :

« Si le Hamas ne respecte pas l'accord, sa fin sera rapide, terrible et brutale. »

Selon l'accord en cours, le Hamas a libéré 20 otages vivants au 13 octobre. Il devait également restituer les corps de toutes les personnes décédées qu'il détenait. À ce jour, seuls 13 dépouilles ont été remises. Le mouvement a promis d'en rendre d'autres, évoquant des difficultés liées aux destructions massives.

Cessez-le-feu fragile

Malgré les tensions, aucune des parties ne veut officiellement faire voler l'accord en éclats. Le

Hamas assure depuis l'Egypte : « L'accord tiendra, nous le voulons et nous avons la volonté de le respecter ». Car pour les Palestiniens de Gaza, la trêve signifie l'accès à une aide humanitaire vitale dans un territoire détruit, asphyxié et affamé. Le Programme alimentaire mondial rappelle que le maintien de la trêve est « vital pour sauver des vies ».

Côté israélien, l'opinion publique reste partagée : soulagée de voir des otages revenir, mais inquiète de voir le Hamas toujours debout. Le gouvernement Netanyahu parle de paix tout en maintenant des opérations ciblées et en conditionnant l'entrée de l'aide humanitaire.

Et après ?

Les plans américains prévoient, dans une prochaine phase, un retrait progressif des forces israéliennes de Gaza, accompagné du désarmement total du Hamas – une exigence que le mouvement refuse et qu'aucun calendrier officiel ne fixe.

Pour l'heure, la trêve tient, mais sur une ligne de crête. Entre feu diplomatique et feu militaire, Gaza reste suspendue à la fois à la parole des dirigeants... et aux sirènes des ambulances. ▶



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,

Laila Lamrani Amine et Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Laïbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Tunnel Alaska-Moscou La nouvelle trouvaille de Poutine

Donald Trump n'a pas encore construit son mur avec le Mexique que déjà, on lui propose... un tunnel avec la Russie. Et pas n'importe lequel : un tube géant sous le détroit de Béring, rebaptisé pour l'occasion « Poutine-Trump PeaceTunnel ». Rien de moins. Face à cette idée sortie tout droit d'un brainstorm entre un ingénieur mégalomane et un scénariste de Netflix, Trump a simplement répondu : « C'est intéressant. » Traduction : si on peut mettre mon nom dessus, j'y réfléchis. Évidemment, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, assis juste à côté, a tenté un discret « Je n'en suis pas ravi », ce qui a fait rire Trump. Il faut dire qu'un tunnel reliant la Russie à l'Amérique, alors que la guerre en Ukraine n'est même pas terminée, a tout du gag diplomatique. Proposé par Kirill Dmitriev, émissaire économique de Vladimir Poutine, le projet coûterait 8 milliards de dollars — soit environ trois fois moins qu'un caprice présidentiel et dix fois plus que le budget d'un ministère africain. Le tout, évidemment, construit par... Elon Musk. Ou du moins son entreprise Boring Company, quand il aura fini ses fusées, ses voitures et ses tweets. Au final, ce tunnel a peu de chances de voir le jour, mais une grande probabilité d'alimenter les rêves d'immortalité de Trump. Après tout, il y a déjà des tours Trump, des steaks Trump, des casquettes Trump — pourquoi pas un tunnel Trump ? Et si en bonus ça énerve les Européens et donne l'impression de réinventer la planète, c'est encore mieux. ▶

Nicolas Sarkozy en prison Un détenu VIP à la Santé

Pour la première fois dans l'histoire de la République française, un ancien chef de l'État est derrière les barreaux. Nicolas Sarkozy, 70 ans, a été incarcéré mardi 21 octobre à la prison de la Santé à Paris, près d'un mois après sa condamnation à cinq ans de prison, dont un ferme, pour association de malfaiteurs dans l'affaire des financements libyens présumés de sa campagne de 2007.

L'ancien président doit passer au moins trois semaines à un mois en détention, dans l'attente de l'examen par la cour d'appel de sa demande de mise en liberté. Il est placé à l'isolement, dans une cellule individuelle d'environ 9 m², sans contact avec les autres détenus, pour des raisons de sécurité. Deux policiers sont ins-



Nicolas Sarkozy dort désormais dans une cellule de 9 m²....

tallés dans une cellule à côté pour assurer sa protection. Le prisonnier de marque dispose d'une heure de promenade quotidienne, et pourra recevoir trois visites par semaine de ses proches.

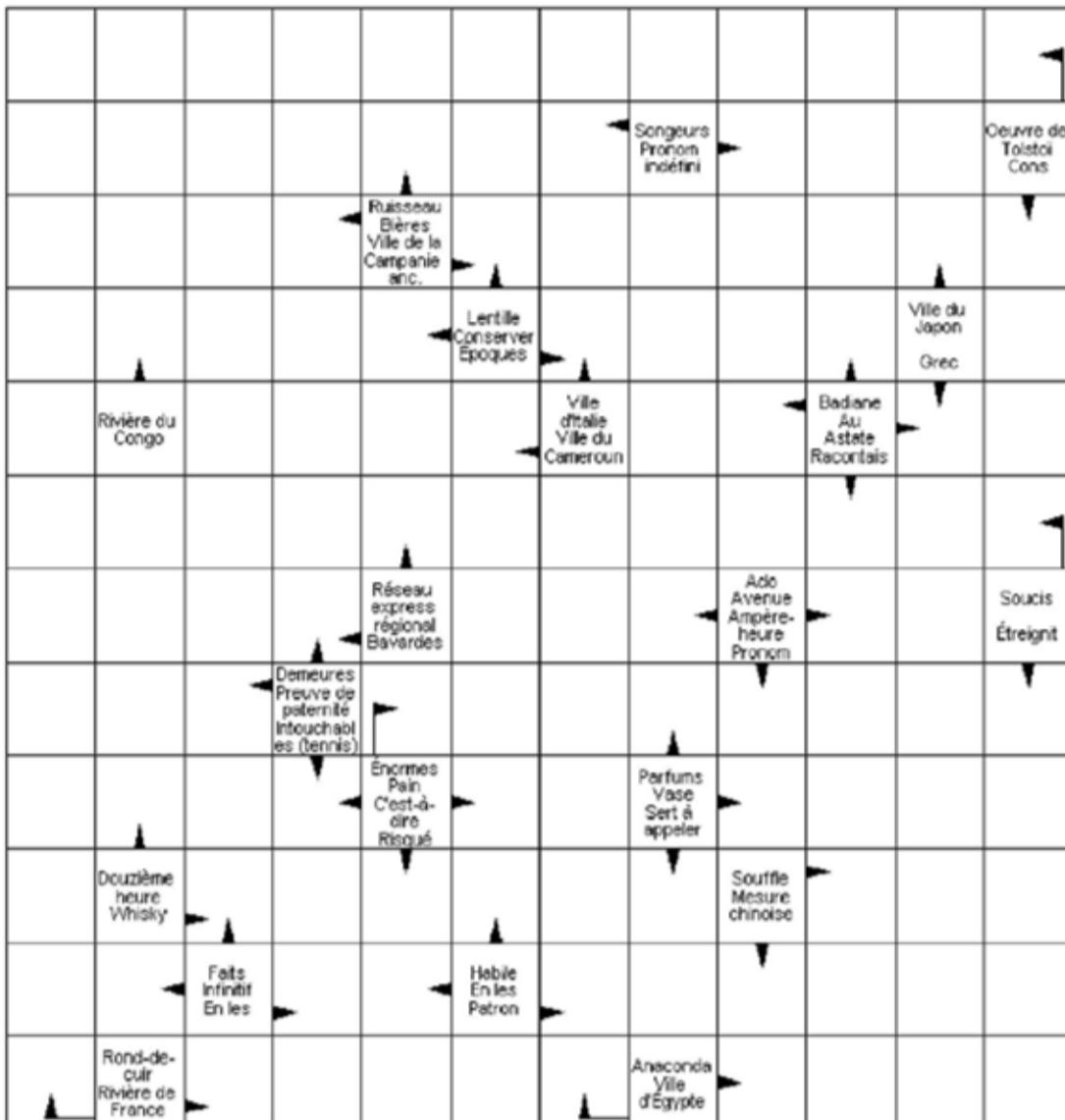
Condamné pour avoir laissé ses collaborateurs discuter d'un financement occulte auprès du régime Kadhafi, Nicolas Sarkozy a fait appel, ce qui lui permet de bénéficier de la présomption d'innocence. Un nouveau procès devrait se tenir avant l'été 2026. Cette incarcération suscite des réactions politiques contrastées : stupéfaction à droite, qui dénonce une décision « disproportionnée », approbation d'une majorité de François, selon un récent sondage (61 %), et interrogations sur la pression politique après une rencontre entre Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy vendredi dernier. ▶



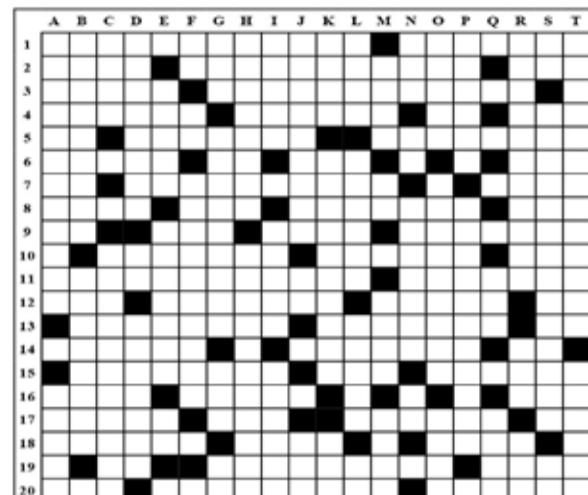
Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés



Mots croisés



Horizontalement

[1] Marchands de bric-à-brac. Délaissement. [2] Lettre grecque. Abréger les souffrances. [3] Grand chez les dinosaures. Géofem. [4] Bouché à air. Fit tomber les noix. C'est à-importer qui. Période géologique. [5] Interjection de dégoût. Plonger dans un mélange d'acides. Elles utilisent un rouet. [6] Lieu de passage. Conjonction. Roi de Juda. Lieu de rassemblement d'hommes inconnus. [7] Pronom. Peu compréhensible. Prophète hébreu. [8] Agrementement le hain. Pièce d'habillement. Désagréable au toucher. Dès le petit matin. [9] Monnaie romaine. Cardinal. Récipient. Plante grimpante. [10] Poisson douce. Instrument à corde. Organisation internationale. [11] C'est si plus si moins qu'un message. Comme les feuilles d'un livre beaucoq. Ju. [12] Période. Iréquilibre. Accumulation d'eau. Note. [13] Habitantes du Sud. Ayant de la suite dans les idées. Champion. [14] Apprécié. Apaiser. Indique le redoulement. [15] Passerez. Situé. Retirer le superflu. [16] Monnaie pied. Parties des fougères. On y trouve les meilleurs articles. [17] Donne de la force. Véhicule. Esquiver. Personnel. [18] Embuscade. Il fait ballotier. Hards. [19] Vieille habitude. Un peu démodée. Divisé. [20] Écrivain français. Va se faire griller. Acaïen.

[Verticalement]

[A] Action charitable. Provenant d'une condensation. [B] Les pièmes dans son jardin. Elles sont généralement flanquées. Déplaçais. Utilisant l'air comprimé. [D] Formées pour résister à l'air. Conjonction. Ils sont forcément convertis. Enveloppes. Allions ça et là. Conjonction. [F] Précise son un peu. Note. Grossièreté. [G] Grande corvette. Tournant Gros dur. Cale. [H] Elles reçoivent des livres. Entraine la p de ses moyens. [I] Cavalier. Existens. Leurs robes son rayées. [J] Bon pour la santé. Pronom. Auxiliaire au subjonc. [K] Alcène avec une fonction alcool. Occupera sans ti Ouverte. [L] Lieu de sous spécialisé. Présage. Regroupe meilleurs. Note. [M] Interjection pour un enfant. Obéit. Spécialités vietnamiennes. Aspect. [N] Douleur affinée peut ressembler à un hérisson. Ébrèche. Devraient peut-être grande rivière. [O] Fait baisser le ton. Plante voisine topinambour. Applique la bonne mesure. [P] Lieux spectacles. Gravées sur bois. [Q] Haine. La femme de mon fils manque de finesse. [S] A eu son âge. Renouvellement. Engagement. Possessif [T] Elles n'ont pas ce dont elles besoin. Ne reste pas inerte.

Mots Mêlés



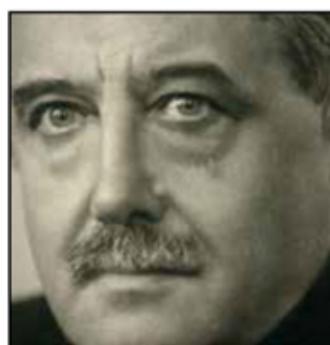
BAGUETTE	GENOISE	PAUSE
BANANE	GENOU	PENSION
BRIDE	HEURTER	PROFOND
BUDGET	JOURNAL	SAOUL
COEUR	MARCHAND	SEDUIRE
COSTAUD	MISSIVE	STIPULER
DECRET	NAVIGUER	VERTUEUX
DESIR	NOCIF	VIRGULE
DOMAINE	OCCASION	VIVACE
ECOUTER	ORAGE	VOYAGE

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contiennent une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.



A méditer



« Être informé de tout et condamné ainsi à ne rien comprendre, tel est le sort des imbéciles. »
Georges Bernanos,
La France contre les robots.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku



Mots Mêlés

Mots fléchés

JOURNALIERES
 ANNUEL.DUEL.
 CUIITE.TIEDIR
 K.OH.ASO.ORE
 SON.ABATTUE.
 OSSATURE.T.E
 NE.RESISTENT
 VER.L.N.ARIA
 I.ADIPEUX.EG
 LEPREZ.LEVRE
 LUEUR.CIRIER
 E.ES.RAS.EZE

Mots croisés



SOLUTION DES MOTS MÊLÉS

Le mot mystère est : fragile.



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE REGARD

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysen - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma